# Yanis Varoufakis : réconciliation américano-russe et vassalité européenne

Yánis Varoufákis est économiste, ancien ministre des Finances de la Grèce et auteur de nombreux livres à succès. Varoufákis explique comment le partenariat transatlantique se désagrège, comment les dirigeants européens sont en guerre contre leurs propres populations, le rapprochement entre les États-Unis et la Russie, et comment l'Europe a déjà glissé vers la vassalisation. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com /gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Pr Glenn Diesen : https://www. amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Introduction aux relations transatlantiques 05:51 L' évolution des relations entre les États-Unis et l'UE 12:07 L'impact des déficits américains sur l'Europe 18:50 L'avenir de l'Union européenne 26:12 Les occasions manquées des dirigeants 34:24 La nouvelle guerre froide et les alliances mondiales 41:04 La vassalisation de l'Europe et ses perspectives d'avenir 46:54 S'orienter dans un avenir post-atlantique

## #Glenn

Bon retour parmi nous à toutes et à tous. Nous recevons aujourd'hui Yanis Varoufakis, professeur d' économie, ancien ministre des Finances de la Grèce et l'un des fondateurs de DiEM25, le Mouvement pour la démocratie en Europe. Merci donc de revenir dans notre émission.

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, merci, Glenn. Merci de me recevoir à nouveau.

## #Glenn

Ce dont je voulais vraiment discuter avec vous aujourd'hui, c'est de la façon dont vous voyez l'avenir des relations transatlantiques. Je sais, bien sûr, que vous tenez beaucoup à préserver la coopération européenne. Je sais que vous êtes néanmoins assez critique à l'égard de l'orientation que prend l' Union européenne. Mais, dans l'ensemble, les relations entre l'Europe et les États-Unis, pendant la guerre froide, étaient marquées par une certaine unité, fondée sur la volonté de faire collectivement contrepoids à l'Union soviétique. Après la guerre froide, je dirais qu'il y avait une forte unité autour de la mise en place d'une hégémonie collective, ou d'une hégémonie libérale, comme on l'appelait souvent. Dans un monde multipolaire, les intérêts des États-Unis et de l'Europe semblent commencer à diverger. Je sais qu'on se concentre beaucoup sur Trump et sur ce genre de personnalités, qui creusent un fossé très profond, mais il semble aussi y avoir des facteurs

structurels. Ma première question serait donc tout simplement la suivante : qu'est-ce qui nous unit et qu'est-ce qui nous divise aujourd'hui dans la relation transatlantique ?

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, votre question et l'ensemble des problèmes que vous soulevez touchent au cœur même des difficultés que traverse l'Europe en ce moment, Glenn. Parce que, voyez-vous, pour comprendre où nous en sommes et où nous allons, nous devons, je crois, repenser très sérieusement les origines mêmes de la relation atlantiste entre l'Europe et l'Amérique, entre les États-Unis et l'Union européenne. Ce qui a soudé le monde atlantiste, ça n'a jamais été une civilisation partagée, ni un amour commun de la démocratie, du libre marché et de tout le reste. C'était une transaction. Les garanties de sécurité américaines étaient offertes aux classes dirigeantes européennes en échange de la déférence de l'Europe et d'un circuit financier dans lequel l'Europe, au moins depuis mille neuf cent soixante et onze — mais même avant, disons tout de même à partir de mille neuf cent soixante et onze —, recyclait ses excédents commerciaux et, plus généralement, ses excédents financiers pour financer les déficits américains.

Vous et moi en avons déjà discuté. Je vous l'ai expliqué dans de précédents podcasts. C'était le fondement de l'atlantisme. Mais aujourd'hui, les États-Unis dépendent de moins en moins des excédents commerciaux de l'Europe pour se financer : pour financer leur État fédéral, leur immobilier, leur marché boursier. Les actifs américains ont trouvé de nouveaux moyens de se reproduire. Ils s'appuient sur les géants de la tech, sur ce que j'appelle le capital cloud, désormais dopé par l'intelligence artificielle. Ces évolutions offrent aux États-Unis un moyen direct de piller les rentes de l'Europe. Je vais le dire très simplement. Amazon.com — je ne parle pas d'AWS, Amazon Web Services, mais seulement d'Amazon.com, le site de vente en ligne — réalise quelque chose comme cinquante-cinq à soixante milliards de dollars de chiffre d'affaires en Europe. Et ne paie aucun impôt. Et tout cet argent transite par les îles Caïmans pour finir dans les poches de Jeff Bezos.

Donc, ce recyclage des excédents, qui faisait partie intégrante de l'accord entre les États-Unis et l' Europe, est aujourd'hui en train d'être redéfini. Les États-Unis continuent d'utiliser les excédents européens, mais cela ne nécessite pas les cadres institutionnels de l'Union européenne ou de l'OTAN. En s'en prenant aux institutions européennes, Trump n'est donc pas une anomalie. Je pense qu'il ne fait qu'exprimer ce changement fondamental, profond, dans l'architecture de la dépendance réelle de l'Europe à l'égard des États-Unis — je dirais même de sa vassalité envers eux. Mais vous savez, Glenn, je fais partie de ceux qui, depuis des décennies, enseignent à leurs étudiants à ne pas croire au récit fondateur de l'Europe. Je veux dire, ici, en Europe, nous nous lançons dans de grandes envolées lyriques sur la façon dont nous avons créé l'Union européenne. Nous n'avons pas créé l' Union européenne. Ce sont les Américains qui l'ont créée.

Il ne fait aucun doute que l'Union européenne répondait aux aspirations de nos dirigeants après mille neuf cent quarante-cinq, et de nos populations qui voulaient la paix et la prospérité, qui ne voulaient plus de guerres entre la France et l'Allemagne. Mais l'idée, c'était de créer un cartel de grandes

entreprises, avec sa capitale à Bruxelles et une Commission fonctionnant comme la bureaucratie d'un cartel. Ce cartel, rappelez-vous, avait un nom au départ. Il ne s'appelait pas l'Union européenne. Il ne s'appelait même pas la Communauté économique européenne. Il s'appelait la Communauté européenne du charbon et de l'acier. C'était un cartel de grandes entreprises. Cette idée — et vous pouvez en chercher les preuves dans les archives du Sénat et du Congrès des États-Unis — est apparue en même temps que Bretton Woods, entre mille neuf cent quarante-quatre et mille neuf cent quarante-huit ou mille neuf cent quarante-neuf. Et puis, vous savez, le plan d'aide Marshall était un moyen de la financer.

## #Glenn

Alors, vous savez, nous, Européens, nous devons tout repenser, pas seulement nos relations futures avec les États-Unis, mais aussi le passé. J'ai l'impression que nous avons idéalisé l'histoire européenne. Autrement dit, après la Première Guerre mondiale, nous avons imposé le traité de Versailles aux Allemands. Après la Seconde Guerre mondiale, nous avions tiré les leçons du passé… comme si c'était vraiment ce qui s'était passé dans l'histoire. Il faut donc aussi des récits séduisants pour raconter la naissance de l'Europe moderne. Mais il y a des failles qu'il faudrait examiner. Mais aujourd'hui, quel intérêt les États-Unis ont-ils en Europe, au juste ? Parce que, vous savez, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup soulignaient que les États-Unis avaient intérêt à rétablir un équilibre des puissances. C'est pour cela qu'Eisenhower n'envisageait qu'une dizaine d'années de présence.

Mais ensuite, bien sûr, cela s'est traduit par des ambitions plus grandes sur le continent européen. Il y a eu ce moment unipolaire, mais comment voyez-vous les intérêts des États-Unis en Europe aujourd'hui ? À quoi sert l'Europe ? Et comment cela se traduit-il en matière de politique économique ? Parce que beaucoup de gens s'interrogent, par exemple, sur le fait que les États-Unis cherchent à obtenir, voire exigent, que Taïwan transfère ses industries sur le sol américain, et que la Corée du Sud et les Européens fassent de même. Dans quelle logique plus large cela s'inscrit-il ? Parce qu'une des choses qui m'agacent souvent, c'est qu'on a toujours tendance à dire : « Trump », vous voyez ? On fait une fixation sur ces personnalités. Mais il y a d'autres facteurs en jeu.

## #Yanis Varoufakis

Absolument, absolument. Écoutez, comme je le laissais entendre tout à l'heure, pendant des décennies, l'économie politique américaine a été financée de la manière la plus étrange et la plus fascinante qui soit : par les déficits américains — le déficit commercial et le déficit de l'État fédéral. Écoutez bien ce que je dis : l'économie politique américaine, l'hégémonie américaine, étaient financées par des déficits. Cela ne s'était jamais produit dans l'histoire de l'humanité. Enfin, c'est un privilège exorbitant, non, de pouvoir se financer par des déficits ?

Mais c'est comme ça que ça fonctionnait, parce qu'une fois que l'Amérique est devenue une économie déficitaire, les dirigeants, de Richard Nixon à Donald Trump, en passant par tous les

démocrates entre les deux, ont pris une décision mûrement réfléchie : creuser leurs déficits, et non les réduire. Pas question de faire comme les Allemands et de se serrer la ceinture, mais bien de creuser leurs déficits et de s'en servir. Prenez le déficit commercial, par exemple. Je l'ai déjà dit dans votre émission : c'était comme un aspirateur qui attirait vers les États-Unis les exportations nettes de l'Allemagne, les exportations de la France, de l'Italie, mais aussi du Japon, puis, plus tard, de la Chine. Et ils payaient tout ça en dollars, en partant d'une hypothèse, qui était juste : les capitalistes allemands, vous savez, Mercedes-Benz, BASF, Siemens et les autres, qu'allaient-ils faire de leurs dollars ?

Ils devaient les ramener à Wall Street. Et à Wall Street, ils en faisaient trois choses. Ils achetaient de la dette publique américaine. Donc, en fait, pensez-y : le déficit commercial américain, par l' intermédiaire des capitalistes allemands, finance et refinance la dette fédérale américaine. Donc, en fait, les États-Unis — Washington — financent leur armée et leur appareil d'État grâce à leur déficit commercial, qui se traduit ensuite par les exportations nettes et les excédents de l'Allemagne, du Japon et de la Chine. C'est donc à ce moment-là, vous voyez, que la mondialisation a pris son essor, parce que tous ces financements exigeaient de libérer les banques, et surtout Wall Street, de leurs entraves, de leurs réglementations. Il y a donc eu une déréglementation, une déréglementation vraiment très rapide. Cela a engendré le néolibéralisme. Et cela a fait naître cette idée selon laquelle, vous voyez, nous avions un capitalisme stable, alors qu'il reposait sur ce déséquilibre croissant, sur ces déséquilibres, sur les déficits toujours plus importants des États-Unis.

C'était très pervers. Donc, vous savez, quand les gens parlent de l'ordre fondé sur des règles et des excellentes relations qu'entretenaient autrefois les États-Unis et l'Europe, c'est à cela qu'ils font référence. Or, tout cela était en quelque sorte indissociable d'une peur existentielle de l'URSS, de l' Union soviétique. Il y avait donc cette peur existentielle de l'Union soviétique, et il y avait le recyclage des excédents entre les États-Unis et l'Europe. C'était ça, le fondement, n'est-ce pas ? Et, vous savez, sur cette base, l'Europe a accepté le leadership américain, le commandement de l'OTAN, l'hégémonie du dollar. Mais même pendant le moment unipolaire, comme vous l'appelez, après la chute du mur de Berlin, cette dynamique s'est maintenue. L'Europe s'est convaincue que l'atlantisme était un partenariat fondé sur des valeurs, et non un système hiérarchique.

Ça a toujours été une hiérarchie. Les États-Unis ont conçu l'OTAN non pas comme un club de défense mutuelle, mais comme une plateforme de projection de la puissance américaine. Pour, comme ils l'ont si souvent dit, maintenir les Allemands à terre, rester eux-mêmes en Europe et tenir les Russes à l'écart. C'est une célèbre formule américaine. Je ne l'ai pas inventée. Alors écoutez, pour en revenir au présent et à votre question, les événements récents ont montré que ce vieux pacte est mort. Les Européens refusent de l'enterrer, mais son cadavre est là, en train de pourrir. Le choc Trump n'est pas une aberration.

Je veux dire, même Joe Biden avait recours à des subventions massives pour attirer l'industrie allemande sur le sol américain. Trump, lui, le fait avec des droits de douane. Mais c'est la même chose. C'est donc la poursuite logique de l'hégémonie américaine par d'autres moyens. C'est une

tentative de maintenir sa domination dans un monde où la Chine est désormais une superpuissance gigantesque, une puissance profondément liée aux pays du Sud, mais aussi à l'Europe. Et, vous savez, Washington ne cherche plus à offrir à l'Europe un faux sentiment de sécurité. Par la voix de Trump, Washington exige tout simplement un tribut. Et ce tribut est payé de plein gré. Il est payé de plein gré, Glenn. Je veux dire, c'était quand déjà… hier ? Avant-hier ?

Audi, le constructeur automobile allemand qui appartient au groupe Volkswagen, avait un représentant aux côtés de Donald Trump pendant sa campagne pour les élections de mi-mandat. Il y annonçait une nouvelle usine de plusieurs milliards de dollars pour fabriquer des voitures Audi aux États-Unis, au moment même où le groupe ferme des usines en Allemagne. On voit donc déjà que ce qui a toujours été une relation hiérarchique se transforme désormais en une vassalisation totale. Enfin, regardez la manière dont les gouvernements américains, tous, démocrates comme républicains, traitent le droit international comme un actif de fonds de capital-investissement, à dépouiller et à revendre. Et l'Europe, paralysée par quinze années sans investissement à cause de la crise de l'euro, entre autres, et par la fragmentation politique, réagit avec le seul réflexe qu'elle connaisse : se soumettre.

## #Glenn

La formule que vous avez employée, « Garder les Américains à l'intérieur, les Russes à l'extérieur et les Allemands sous contrôle », est pourtant la célèbre formule du premier secrétaire général de l' OTAN pour décrire la raison d'être de l'Alliance au début de la guerre froide. Comme vous le soulignez, avec beaucoup d'autres, cette mission reste, dans une large mesure, d'actualité. Mais voyez-vous dans cette évolution de la relation transatlantique et, je dirais, de l'ordre économique européen, l'origine des manifestations actuelles ? Parce que, là encore, la France semble être à l' avant-garde de ces mouvements de protestation, comme elle l'a apparemment toujours été au cours de l'histoire. Mais voyez-vous quelque chose de plus dans ces manifestations ? Parce qu'on voit mal comment elles pourraient déboucher sur un tournant et, au fond, s'attaquer aux problèmes sous-jacents. Ou est-ce lié au phénomène que vous décrivez ?

## #Yanis Varoufakis

C'est lié, mais indirectement. Le lien est important, mais indirect. Écoutez, je vais être très direct et aussi succinct que possible. Après mille neuf cent quarante-neuf, les Américains étaient très soucieux de maintenir leurs exportations nettes. À l'époque, l'Amérique était la grande puissance exportatrice nette de l'économie mondiale. C'était le seul pays qui disposait d'un secteur manufacturier en état de marche, d'une monnaie solide, et qui était un État créancier, et ainsi de suite. Et les Américains se demandaient avec inquiétude comment maintenir la demande pour leurs produits. Pour eux, la Communauté européenne était donc importante, parce qu'ils voulaient créer en Europe un cartel de grandes entreprises qui constituerait l'ossature financière et économique sur laquelle se construirait cette Union européenne. L'Amérique pourrait ainsi la dollariser, partager sa monnaie avec elle, ce qu' elle a fait à travers le système de Bretton Woods et les taux de change fixes.

Et tout cet ensemble, vous savez, la Banque mondiale, le plan Marshall, et en particulier le Fonds monétaire international, dont le but était d'injecter de l'argent en Europe et au Japon, mais surtout en Europe. Pourquoi ? Pas par philanthropie, mais pour s'assurer que les Européens avaient assez de dollars pour acheter des avions Boeing américains, des voitures Cadillac et des machines à laver Westinghouse, qui faisaient fureur à l'époque, parce qu'il n'y avait pas encore de machines à laver Bosch et Siemens, n'est-ce pas ? On parle de mille neuf cent quarante-huit, quarante-neuf, cinquante. Donc, l'Europe que nous connaissons, l'idée d'un marché commun, l'idée d'une bureaucratie fonctionnant comme un cartel à Bruxelles, appelée la Commission européenne, d'une monnaie commune.

Alors, l'euro n'est rien d'autre que le prolongement ultime, l'aboutissement logique du régime de taux de change fixes que les Américains avaient créé pour les monnaies européennes, afin de faire perdurer ce cartel des grandes entreprises en Europe : l'Union européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Marché commun européen, quel que soit le nom qu'on lui a donné selon les époques. Donc, ce sont les Américains qui l'ont créé, d'accord ? Pour dire les choses sans détour. Et à un moment donné, ils n'en ont plus eu besoin, surtout après avoir laissé tomber l' Europe en deux ou trois étapes. La première, c'était en mille neuf cent soixante et onze, avec le choc Nixon, quand ils ont dit : « Le dollar, maintenant, c'est à nous. Allez vous faire pendre. » Voilà ce qu' ils ont dit aux Européens. Les mots exacts de John Connally, le secrétaire au Trésor de Richard Nixon, étaient : « Le dollar est notre monnaie, mais à partir de maintenant, c'est votre problème. » Des mots brutaux.

## #Glenn

Cela dit, c'était après deux mille huit.

## #Yanis Varoufakis

Même si la Fed a sauvé les banques européennes grâce à des lignes de swap, au fond, les Américains n'envisageaient tout simplement pas d'aller plus loin pour aider l'Union européenne pendant la crise de l'euro. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles les administrations américaines de l'époque étaient plutôt bien disposées à notre égard, à nous, les Grecs. Je me souviens, vous savez, que Barack Obama m'a dit personnellement, à la Maison-Blanche, que la façon dont les Européens nous traitaient était terrible, et que les Américains ne voulaient pas y prendre part. Ils ont fini par y prendre part, bien sûr, mais ils n'étaient pas les acteurs de ce crime contre la logique que les Européens étaient en train de commettre pour sauver les banques françaises et allemandes après le désastre de deux mille huit. Donc, au fond, on se retrouve avec le cadavre d'une Union européenne, qui est, vous savez, ce qui reste de l'ordre atlantiste.

Et les Européens n'ont ni la volonté de l'enterrer, ni celle de le remplacer par quelque chose de vivant. Ils n'ont donc aucun projet pour faire de l'Union européenne une fédération. Nous avons une

monnaie fédérale, mais nous n'avons pas de Trésor fédéral. Nous n'avons pas de parlement fédéral. Au fond, le Parlement européen… Vous qui nous écoutez, ne vous laissez pas duper. Ce n'est pas un parlement. C'est le seul parlement de toute l'histoire de l'humanité qui n'a pas le droit de proposer des lois. C'est une chambre d'enregistrement de tout ce que décident le Conseil européen, la Commission européenne — essentiellement Berlin et Paris —, avec une certaine contribution des autres. Donc, vous voyez, ce modèle était formidable pour les États-Unis et pour la classe dirigeante européenne tant que l'Amérique en avait besoin. Maintenant, l'Amérique n'en a plus besoin. Les Européens n'ont aucun projet pour le remplacer ou le démanteler. Voilà où nous en sommes. Vous savez, l'Europe met des pansements sur un cadavre.

## #Glenn

Les Européens se sont raconté une histoire, celle d'une civilisation occidentale commune fondée sur la démocratie libérale. C'était, vous savez, le pilier qui faisait tenir tout cet édifice atlantiste. Et bon, maintenant, c'est fini. Mais pourquoi n'y a-t-il aucune volonté de trouver une solution de remplacement ? Parce que même des gens comme Macron ont, à un moment donné, averti qu'on ne pouvait pas devenir les vassaux des États-Unis. Pourtant, quand on regarde leur réaction face à la fragmentation de l'Occident, elle consiste essentiellement à s'accrocher à tout prix.

Donc, par exemple, quand l'Union européenne a signé cet accord commercial avec les États-Unis, elle a reconnu que c'était un accord désastreux, mais qu'il avait une dimension géopolitique : il lie l' Amérique à l'Europe, même si cela implique une relation très prédatrice, fondée sur l'exploitation. Enfin, est-ce que ça tient au fait que les êtres humains se rassurent avec ce qu'ils connaissent ? Je veux dire, on préfère le diable qu'on connaît : une mauvaise situation familière peut sembler préférable à une situation inconnue. Ou alors, comment l'expliquez-vous ? Parce que je ne comprends pas cette réaction : on voit l'ordre existant s'effondrer, se transformer, et personne ne cherche d'alternative. Je trouve ça vraiment très étrange. Comment les voyez-vous réagir ? Que font-ils ? Est-ce qu'ils essaient simplement de relancer la relation transatlantique ?

## #Yanis Varoufakis

Oh, je crois qu'ils sont comme des cerfs figés dans les phares d'un camion qui leur fonce dessus. Il ne se passe plus rien dans leur cerveau. Mais, vous savez, écoutez, c'est une erreur. Je retire tout ce que je viens de dire. C'est une erreur de vouloir analyser l'Europe sous l'angle psychologique. Ce n' est pas quelque chose qu'on peut comprendre à partir, vous savez, de la façon dont les individus se comportent en période de crise. Et, vous savez, les explications psychiatriques ou psychologiques ne sont pas nécessaires ici. Elles sont toujours utiles, mais elles ne sont pas nécessaires parce que, vous savez, ce statu quo rapporte énormément d'argent à une toute petite poignée de gens qui, justement, détiennent tous les pouvoirs, qui ont la main sur les leviers. C'est un statu quo qui pousse l'Europe vers un siècle d'humiliation, vers un siècle qui ressemble à un Moyen Âge postmoderne, à un âge des ténèbres.

Mais beaucoup de gens gagnent beaucoup d'argent. Vous savez, il suffit de suivre l'argent, Glenn. Voilà ce que nous, les économistes, devrions nous dire. Mais avant d'en venir à des gens comme Macron — ce qu'ils veulent, ce qu'ils ont fait et ce qu'ils n'ont pas fait —, permettez-moi d'abord d' aborder cette tragédie sous un angle philosophique et moral, avant d'entrer dans les détails de la façon dont on gagne de l'argent, car c'est là que se trouve la véritable explication. Vous savez, si l'on regarde les choses d'un point de vue moral, d'un point de vue juridique, la tragédie, c'est que l' Europe n'est pas une victime des États-Unis. Elle contribue activement à son propre affaiblissement.

A-t-on oublié que les centristes européens ont passé des années à bafouer le droit international aux côtés de Washington ? Je veux dire, quand George W. Bush a envahi illégalement l'Irak, Tony Blair l' a suivi. D'accord, la France et l'Allemagne ne l'ont pas suivi, mais elles n'ont pas non plus fait beaucoup de bruit. Dans les faits, elles se sont rendues complices de ces violations du droit international. Je veux dire, ils ont bafoué le droit international en bombardant la Yougoslavie. Et maintenant, chaque fois qu'ils en parlent, vous savez, ils disent : « Comment osez-vous suggérer qu' on puisse conclure avec Poutine un accord qui prévoie une modification des frontières internationales ? Comment pouvez-vous affirmer ou accepter que les frontières internationales puissent être modifiées ? » Après avoir bombardé ?

Eh bien, c'est ce que vous avez fait avec le Kosovo, non ? Je veux dire, qui a ouvert cette porte après la Seconde Guerre mondiale, au cœur de l'Europe ? C'était l'OTAN. C'étaient les Européens, les Italiens, les Allemands, qui bombardaient Belgrade pour modifier les frontières internationales. Qu' est-ce qu'ils pensaient que Poutine allait se dire après ça ? Qu'il n'allait pas se dire : « Eh bien, s'ils peuvent le faire, moi aussi » ? Et toute cette indignation morale, vous savez… Alors, après avoir eux-mêmes participé à la mise à sac du droit international, ils voient maintenant Trump exploiter le vide qu'ils ont créé pour bâtir son propre monde de paix, pour, de fait, se substituer aux Nations unies, pour traiter Gaza comme sa propriété immobilière, où il peut perpétrer tous les génocides qui lui chantent.

Et comment, au juste, se sont-ils opposés au Conseil de la paix ? Ils ne l'ont pas fait. Ils ont poussé les Nations unies à organiser leur propre disparition à travers le Conseil de la paix. Voilà pour la question du droit international et de la morale. Mais, vous savez, vous m'avez demandé ce que Macron voulait faire. En réalité, il y a un gouffre entre ce qu'il aurait dû faire, ce qu'il voulait faire et ce qu'il a effectivement fait. Comme nous en avons parlé, je connais Emmanuel Macron. Je le connaissais avant qu'il soit président. Nous avons eu de nombreuses discussions sur ces questions. Pour moi, il était clair qu'il comprenait que notre monnaie, l'euro, ne peut pas être viable à long terme sans une Europe fédérale, sans une union politique et budgétaire.

Et il m'a même dit un jour — nous étions assis l'un à côté de l'autre à une conférence au lac de Côme, en Italie —, alors que j'insistais et que je lui demandais : « Comment est-ce qu'on peut y arriver ? », il m'a répondu : « Eh bien, il faut dire aux Allemands : si vous voulez que l'Union européenne continue d'exister, vous allez devoir accepter cette fédération. » Donc, vous voyez, il semblait savoir ce qu'il fallait faire, non ? Mais une fois devenu président, il n'a jamais osé le dire à

Angela Merkel, au début de son mandat, quand il avait une fenêtre de tir. Vous savez, quand on est élu, on a quoi, six mois pour agir.

Si vous ne faites pas les choses dans les six premiers mois, vous ne les ferez jamais. Il aurait pu dire à Angela Merkel : « Si vous voulez que je soutienne la poursuite du projet européen, alors il faudra accepter A, B et C. » Or, Merkel ne voulait rien changer. Tout son mandat de chancelière reposait sur l'idée de tout changer pour que rien ne change. Je pense que si Macron avait fait ça, elle aurait réagi, parce qu'elle était réaliste. Elle aurait protesté, elle aurait fait des pieds et des mains, mais elle aurait peut-être fini par accepter.

Macron n'a pourtant jamais envisagé de durcir le ton en disant : « Je vais revenir au franc si nous ne créons pas une fédération. » Ça aurait été logique, parce que soit vous revenez à votre monnaie nationale, soit vous créez une fédération. Il n'y a pas de troisième option. La troisième option, celle qu'ils ont choisie, c'est celle du déclin continu, d'une glissade vers un siècle d'humiliation. C'est ce qui est en train de se passer. Mais, vous savez, les Allemands avaient leurs propres raisons. La classe dirigeante allemande, la Bundesbank, le Trésor, tous avaient leurs propres raisons de se méfier profondément de la classe dirigeante française, parce que la classe dirigeante française a toujours voulu le deutsche mark.

Ils voulaient mettre la main, vous savez, sur le deutsche mark. Ils voulaient occuper la Bundesbank et utiliser la monnaie forte de l'Allemagne, c'est-à-dire l'euro, n'est-ce pas ? Enfin, l'euro, ce n'est rien d'autre que le deutsche mark sous un autre habillage, déguisé. La bourgeoisie française voulait le deutsche mark pour faire les choses à la française. Et les Allemands n'allaient pas leur donner le deutsche mark pour que les Français fassent les choses à la française. C'était donc un affrontement réciproque, une sorte d'équilibre dans le mécontentement partagé. Emmanuel Macron m'a dit — c' était en deux mille seize, deux mille dix-sept — que les relations entre Berlin et la France lui rappelaient l'affrontement entre les catholiques et les calvinistes, la guerre de Cent Ans.

Mais, vous savez, qu'est-ce qu'il fait une fois devenu président ? Il tient des discours flous sur une nouvelle Union européenne, sur une fédération, et ainsi de suite. Mais tant que vous n'êtes pas prêt à prendre des risques, tant que vous n'êtes pas prêt à dire : « Très bien, d'ici six mois, nous devons nous mettre d'accord sur une trajectoire vers une fédération, sinon je sors de l'euro », rien ne changera. S'il avait fait ça, peut-être que quelque chose aurait changé. Mais, voyez-vous, ces gens sont incapables de penser, d'agir de manière stratégique. Parce que, comme je le disais — et c'est là-dessus que je vais conclure cette partie de notre échange, Glenn —, il y a beaucoup d'argent à gagner en maintenant le statu quo, en ne faisant rien.

Parce que, vous savez, pendant la période dont je parle, entre deux mille quinze et deux mille vingt-deux, la Banque centrale européenne a imprimé, quoi, six, sept, huit mille milliards d'euros, selon ce qu'on inclut dans le calcul. Voilà, huit mille milliards d'euros, qui ont été donnés aux copains de Macron, aux grandes entreprises. Et c'est pour ça, Glenn, que les deux cents familles les plus riches de France ont aujourd'hui vu leur fortune tripler — une hausse de trois cents pour cent par rapport à

ce qu'elle était quand Macron a été élu. Alors, ne faisons pas de psychologie. Ils gagnent énormément d'argent grâce à cet immobilisme. Et l'Europe est vraiment très riche. On peut gaspiller énormément d'argent, de ressources et de possibilités de prospérité partagée en ne faisant rien, pendant que l'oligarchie s'engraisse de plus en plus.

## #Glenn

Mais ces dirigeants européens et la bureaucratie de l'Union européenne, qui cherchent bien sûr à tirer profit de la situation, mais qui voient aussi la relation transatlantique commencer à se désagréger, pensez-vous que certains regrettent aujourd'hui de ne pas avoir créé une fédération ? Je veux dire, quand on regarde les décisions de von der Leyen visant à centraliser le pouvoir et, au fond, leur manière de gérer la guerre en Ukraine, on a l'impression qu'ils se disent : « Ne laissons pas passer cette crise sans en tirer parti. » Ils se servent du conflit et de la guerre pour commencer à centraliser le pouvoir. Est-ce pour créer une fédération, ou est-ce simplement une tentative d' accaparer le pouvoir ? Comment interprétez-vous ce qui se passe ?

## #Yanis Varoufakis

Ils continuent à gagner de l'argent. Je veux dire, regardez, prenez Volkswagen, prenez Renault : un constructeur allemand et un constructeur français, pour ne citer que ces deux exemples. Ils n' arrivent pas à vendre de voitures parce qu'ils n'ont pas investi dans la construction automobile depuis quinze, vingt ans, pas vrai ? Résultat, ils ne peuvent pas rivaliser avec BYD, avec Tesla, et ainsi de suite. Mais ça ne les dérange pas tant que ça. Ils licencient des ouvriers et peuvent réaffecter leurs usines à Rheinmetall, en Allemagne, pour produire des chars dont même l'Ukraine ne veut pas. Mais ils touchent l'argent. Et Renault, dont je parlais tout à l'heure, fabrique maintenant des drones avec de l'argent public. Alors, vous voyez, Ursula von der Leyen leur fournit le discours : la Russie serait sur le point de s'emparer des Champs-Élysées et, vous savez, du sud de la France. Enfin bon. Et, vous voyez, cette rhétorique belliciste, cette peur qu'on attise, permettent au gouvernement Macron et au gouvernement Merz de faire passer des mesures dans leurs parlements respectifs.

Vous savez, on détourne les financements des activités socialement utiles, de l'État-providence, pour les consacrer à ces drones et à ces chars que fabriquent Renault, Dassault, Rheinmetall en Allemagne ou Leonardo en Italie. Alors, vous savez, tous ces gens, qui possèdent aussi les journaux et les chaînes de télévision, sont plutôt contents de la situation. Ça ne les dérange pas que le pouvoir se concentre entre les mains d'Ursula von der Leyen, une folle furieuse que personne n'a élue, qui a l'audace d'aller en Israël, de se planter devant les chars de l'armée israélienne avant qu' ils envahissent Gaza, et de les encourager à avancer, en notre nom, à nous, Européens. Vous savez, une supportrice du génocide. Ça ne les dérange pas. Ils en tirent de l'argent.

## #Glenn

Donc, oui, c'est un peu bizarre. Ce sont ces gens-là qui représentent l'Europe aujourd'hui, vous voyez. Mais selon vous, en quoi cela va-t-il modifier, disons, l'ordre mondial dans son ensemble, si l'Occident se fragmente un peu ? Parce qu'on entend souvent dire que ce sera le G7 face aux BRICS. Mais, là encore, le G7 ne semble pas très uni. Et même les BRICS, je veux dire, ce n'est pas un bloc qui cherche à faire de l'Occident un ennemi commun. Au contraire, il se définit souvent comme opposé à toute hégémonie.

Donc, ils ne veulent pas que le dollar et la tech dominent, mais ils ne veulent pas affronter l'Occident ni les États-Unis. En fait, ils s'opposent à l'empire américain, mais ils ne sont pas antiaméricains. C'est en tout cas l'impression que me donnent la plupart de ces pays des BRICS. Est-ce une logique de blocs, un fantasme de guerre froide, ou est-ce, selon vous, la direction que nous prenons ? Comment voyez-vous le monde évoluer à partir de maintenant ? Parce que c'est, je crois, ce dont les Européens devraient discuter : à quoi ressemblera le monde, vous savez, le monde post-occidental, quand l'hégémonie collective de l'Occident aura pris fin.

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, il y a une nouvelle guerre froide, oui. Et c'est Trump qui l'a déclenchée, puis Biden lui a donné un formidable coup d'accélérateur. Cette nouvelle guerre froide oppose les États-Unis et la Chine. Personne d'autre. Vous avez tout à fait raison. Les BRICS Plus, c'est un regroupement de pays très intéressant, un ensemble d'institutions très intéressant. Ce n'est pas un substitut au pacte de Varsovie. Comme vous l'avez dit, il y a d'énormes divergences entre eux. Je veux dire, l'Inde et la Chine, qui sont des rouages importants des BRICS Plus, sont presque en guerre l'une contre l'autre. Mais ces pays reconnaissent ce qu'ils ont en commun, à savoir ce dont ils ne veulent pas : l'hégémonie américaine, surtout sur les systèmes de paiement.

Vous savez, les systèmes de paiement, les systèmes de paiement numériques fondés sur la blockchain que les pays des BRICS Plus ont créés, sont magnifiques. Et ils ne sont pas là pour remplacer le dollar. Ils sont là pour que ces pays disposent d'un système de secours, au cas où ils en auraient besoin, si un Trump devenu fou, ou un président des États-Unis du même genre, décidait de leur couper l'accès à SWIFT ou au système du dollar. La façon dont l'IA est utilisée dans les pays des BRICS Plus, à partir de technologies chinoises, de l'IA chinoise, est vraiment très intéressante. Vous savez, aujourd'hui, dans des pays comme l'Indonésie et le Bangladesh, il y a une électrification qui n'aurait jamais été possible sans les BRICS Plus. C'est donc très intéressant.

Alors, pour en revenir à l'Europe, écoutez, la seule chose qui maintient une certaine cohésion au sein de l'OTAN, c'est la peur de la Russie. C'est le ciment qui les unit. Tout le monde présente la Russie comme un ours qui s'apprêterait, comme je l'ai dit, à déambuler dans les rues de Paris, ce qui est évidemment totalement absurde. Mais jusqu'ici, cela a servi de ciment atlantiste, en quelque sorte. C'est une fiction commode pour justifier l'existence d'une OTAN dont le rôle est de gérer la projection de la puissance américaine, et non de défendre les Européens. Mais je ne crois pas que cela puisse continuer à jouer ce rôle. On voit déjà que ce ciment, cette peur de la Russie, commence à se

fissurer et à se dissoudre. Vous savez quoi, Glenn ? Je pense que le comble de l'ironie, ce serait que ce soient les États-Unis…

On le voit déjà avec Trump, mais je pense qu'on le verra aussi avec d'autres responsables politiques américains qui lui succéderont. Ils vont commencer à sortir la Russie de son isolement. Et alors, que feront les Européens ? Je vais vous donner un exemple, justement, depuis l'endroit où je vous parle. C'est important, vous savez, d'ancrer aussi la discussion dans la réalité locale, je crois. Donc, le grand projet du gouvernement grec pour devenir une plaque tournante de l'énergie — c'est comme ça qu'ils l'appellent —, c'est de construire ce qu'ils appellent le corridor perpendiculaire. Ils sont en train de le construire, avec ExxonMobil et le gouvernement américain, qui y tient beaucoup. L'idée, c' est de créer un pipeline, un gazoduc au départ du Pirée, le port d'ici.

J'habite tout près de ce port. Le gazoduc remonterait jusqu'en Bulgarie, traverserait la Roumanie, la Moldavie, puis entrerait en Ukraine. Et l'idée, c'est de transporter du gaz naturel liquéfié depuis le Texas et le Nouveau-Mexique sur d'immenses porte-conteneurs, de traverser l'Atlantique, de passer par le détroit de Gibraltar et de l'acheminer jusqu'en Grèce pour ensuite le pomper vers le nord. Alors, vous imaginez la catastrophe écologique que ça représente. Le gaspillage d'énergie, l' empreinte carbone de ce gaz… c'est tout simplement immense. Ce gaz va coûter quinze ou vingt fois plus cher que le gaz russe. Et il finira à peu près au même endroit, simplement de l'autre côté de la ligne de front de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Et le gouvernement grec et les Européens soutiennent tout ça à fond. Enfin, quand même, ils choisissent d'être les vassaux des États-Unis.

Et d'une certaine manière, ça oblige le système politique grec à faire perdurer la guerre en Ukraine. Parce que si la guerre en Ukraine prend fin et que le gaz russe se remet à circuler, ce truc perpendiculaire, vous voyez, il disparaît. Je veux dire, c'est tellement intenable financièrement que ça sera balayé en un rien de temps, non ? Alors, le plus drôle, ce sera quand Trump, ou quelqu'un qui lui succédera, pourra à tout moment faire volte-face et dire : « Écoutez, vous savez ce qu'on va faire ? On va conclure un traité avec la Russie et rouvrir Nord Stream 1, qui est toujours en état de fonctionner. Et on va créer une coentreprise, entre l'Amérique et la Russie, pour vendre du gaz russe bon marché aux Européens. » Et là, qu'est-ce qu'ils feront, les Européens ?

## #Glenn

J'ai entendu beaucoup de gens le dire, y compris l'ancien Premier ministre italien : très probablement, Nord Stream finira par rouvrir, mais sous administration américaine. Donc, en gros, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Europe pourront continuer, mais, là encore, sous contrôle américain, pour s'assurer que les États-Unis touchent leur part. Mais est-ce vraiment ça, l' avenir ? À un moment donné, les États-Unis et la Russie chercheront à se réconcilier, et les Européens seront des spectateurs et des cons. Je pense un peu à ce que Macron avait dit en deux mille vingt-deux, parce que la France a été l'un des derniers pays à se joindre au boycott des relations diplomatiques avec les Russes.

Et il avait lancé cet avertissement : si nous ne parlons pas aux Russes, l'avenir de l'Europe risque de se décider à Washington et à Moscou. Mais, au fond, il est rentré dans le rang et il a, lui aussi, interrompu toutes les discussions avec les Russes. Or, maintenant, on voit ce genre de manœuvres économiques. Désolé de revenir sur la question, mais est-ce le scénario que vous voyez se dessiner ? Les États-Unis et la Russie qui se réconcilient, tandis que les Européens deviennent, disons, des vassaux ? Ou comment voyez-vous les choses se dérouler ? Parce que ce que vous décrivez à propos de Nord Stream, ça ressemble un peu à ça.

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, vous savez, j'irais jusqu'à dire que ce n'est pas quelque chose qui va se produire, mais quelque chose qui s'est déjà produit. Le rapprochement entre Washington et Moscou est déjà en cours, mais il n'en est pas à un stade avancé. Et nous ne savons pas exactement ce que feront les démocrates s'ils remplacent Trump, ni combien de temps il leur faudra pour le faire. Mais il ne fait aucun doute que ce rapprochement aura lieu. Aucun doute. En revanche, ce qui s'est déjà produit — la partie de ce raisonnement qui est déjà devenue réalité —, c'est que l'Europe ne compte plus. On ne demande même pas aux Européens de proposer des idées sur la manière de gérer la guerre en Ukraine, d'y mettre fin, de la gagner ou de la financer.

Ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'il faut faire. Enfin, si vous leur posez la question, tout ce dont ils parlent, c'est de la façon d'utiliser l'argent de la Russie pour financer cette guerre sans fin. Ils n'y arriveront pas. La Belgique ne cédera pas là-dessus. Il n'y a aucune chance qu'elle cède sur ce point. Mais même s'ils y parviennent, l'argent finira par s'épuiser. Enfin, l'année dernière, ils ont emprunté quatre-vingt-dix milliards de dollars au nom de l'Ukraine. Cet argent est déjà épuisé. Et Zelensky veut maintenant soixante-dix milliards de dollars de plus. Et les Européens n'ont tout simplement pas l'argent à lui donner. Donc, vous savez, ils ne sont pas à la table des négociations. Ils sont déjà leurs vassaux. La seule question, donc, c'est de savoir si les dirigeants européens vont continuer à… N'est-ce pas ?

Je ne parle pas des peuples. Les dirigeants européens vont-ils continuer à prendre leur propre subordination pour de l'influence, pour un partenariat, ou vont-ils enfin reconnaître que l'ère atlantique, le système atlantiste, c'est terminé, et que la survie de l'Europe, sa prospérité, exigent quelque chose de complètement différent ? Cela exige que l'Europe fasse la paix avec ses propres peuples. Parce que, vous savez, depuis vingt ans, Glenn, surtout depuis deux mille huit, depuis le grand krach financier, les institutions de l'Union européenne se sont retournées contre les peuples européens. Et elles les ont traités avec mépris. Elles leur ont imposé l'austérité.

Je ne parle pas seulement des Grecs. Je parle des Irlandais, des Portugais et des Français. Oui, tout à fait. Et des Allemands. C'est ce qui explique la montée de l'AfD. La classe ouvrière allemande subit maintenant depuis vingt ans une austérité sévère, sans interruption. Vous savez, les 40 à 45 % les plus modestes de la société allemande ont aujourd'hui un niveau de vie inférieur de 30 % à celui d'il y a vingt ans. Donc, vous voyez, les élites européennes, les bourgeoisies européennes, les classes

dirigeantes européennes exercent une violence contre les peuples d'Europe. Et comme tous les régimes autoritaires qui suscitent le mécontentement en pillant le plus grand nombre au profit de quelques-uns, à un moment donné, ils se tournent vers le militarisme.

Alors, vous savez, Poutine leur a rendu un immense service en envahissant l'Ukraine. C'est une invasion que je considère comme illégale et qui n'aurait jamais dû avoir lieu. Elle a été provoquée, mais elle n'aurait pas dû avoir lieu. Vous savez, si je vous provoque en disant des horreurs sur votre mère, vous n'avez pas le droit de me poignarder et de me tuer. Mais enfin, là n'est pas la question, parce que les Européens avaient besoin de l'ours russe pour détourner l'attention de leurs propres populations de la guerre que les élites dirigeantes européennes mènent contre les peuples européens. Je veux dire, j'ai fréquenté ces couloirs du pouvoir pendant très peu de temps. Je l'ai vu. Ils n'ont absolument aucun scrupule.

## #Glenn

Les dirigeants allemands détestaient la classe ouvrière allemande.

## #Yanis Varoufakis

Les dirigeants français regardaient les classes populaires avec mépris. Les dirigeants italiens les pillaient pour le compte des oligarques italiens. Même pendant la pandémie, quand ils ont créé ce… Vous vous souvenez du fonds de relance de huit cents milliards ? Eh bien, c'était quoi, au juste ? On faisait payer les travailleurs allemands. En fait, on contractait des emprunts au nom des travailleurs allemands, qui les remboursent, pour donner cet argent aux oligarques grecs et italiens. C'est une guerre menée par les élites européennes, des oligarques très unis. Il n'y a pas de frontière nette entre les oligarques allemands, italiens et grecs. Ils sont comme ça. Ils sont comme des frères. Et ce qui les unit vraiment, c'est leur détermination à piller leur propre peuple. Alors, vous savez, le résultat aujourd'hui, c'est qu'on pousse à la guerre. Et nous, les petites gens, nous devons emprunter encore plus d'argent pour qu'ils puissent fabriquer des armes et des drones, parce qu'ils n' arrivent plus à vendre de voitures.

## #Glenn

Pas un avenir très réjouissant pour le continent. Ma dernière question est la suivante : nous parlons sans cesse de l'Europe et de la question de savoir si elle est déjà devenue un vassal, mais nous en parlons presque comme d'une seule entité. Comment voyez-vous l'Europe après l'ère atlantiste ? Parce que, encore une fois, combien de temps peut-on avoir cette Europe qui est, au fond, en guerre contre sa propre population, sous la direction de von der Leyen ? Et qu'est-ce qui maintient ce bloc uni, à part les intérêts économiques des élites ? Pensez-vous que l'Europe restera unie sous sa forme actuelle, ou qu'elle va tout simplement se fragmenter ? Oh, elle est déjà fragmentée.

## #Yanis Varoufakis

Ce qui fait tenir tout ça, ce sont les intérêts en place. Regardez, si vous prenez, par exemple, un pays comme la Serbie, qui vient d'organiser ses élections, ou la Macédoine du Nord, ou l'Albanie, ou même les pays qui sont déjà dans l'Union européenne et qui ne vont pas très bien, pourquoi la classe dirigeante veut-elle à tout prix faire partie de l'Union européenne ? Eh bien, laissez-moi vous donner encore un exemple de ce coin-ci, de la Grèce. Il y a au moins vingt mille familles qui vivent directement de Bruxelles. Ce sont des gens très instruits. Vous savez, à l'aéroport d'Athènes, on les voit faire des allers-retours. Chaque fois que je prends un avion pour Bruxelles — et j'essaie de le faire le moins souvent possible —, ces avions en sont remplis. Ils occupent des postes à Bruxelles.

Ils sont liés à des gens qui occupent des postes à Bruxelles. Vous savez, c'est un programme keynésien de création d'emplois. Voilà ce qu'est l'Union européenne. Et beaucoup d'entre eux, vous savez, jurent fidélité au drapeau européen parce que ce sont des rentiers. Ce sont des parasites. Et ils occupent des emplois qui ne devraient pas exister. Glenn, nous sommes professeurs d'université, n'est-ce pas ? J'ai passé l'essentiel de ma carrière de professeur d'université dans le système anglo-saxon. Et je me souviens que, lorsque j'étais aux États-Unis, en Grande-Bretagne, ou même en Australie — j'ai passé douze ans en Australie —, si je voulais demander une subvention de recherche, je formulais mon idée, mon hypothèse de recherche, et j'essayais de rédiger un bon dossier pour expliquer pourquoi cette idée méritait d'être financée, et quels bénéfices on pourrait tirer de ce financement et de la poursuite de ces recherches.

Dans l'Union européenne, vous savez, quelqu'un à Bruxelles envoie une circulaire aux universités européennes — vous le savez très bien — en disant : « Qui veut faire des recherches sur le bec de telle espèce de poule ? » Et soudain, vous voyez, des milliers de chercheurs s'intéressent au bec de cette poule-là. Je donne simplement un exemple très simple, très élémentaire et très terre à terre de cette corruption. C'est une corruption systémique. Je veux dire, l'idéal européen est magnifique : les peuples européens qui se réunissent démocratiquement pour affronter ensemble des problèmes communs. Mais ce n'est pas ce qui se passe. Ce qui se passe, c'est une privatisation des ressources publiques, selon des modalités odieuses.

## #Glenn

Bon, oui, l'avenir ne s'annonce pas radieux pour l'Europe, mais c'est un constat lucide, je dirais. Quel serait le meilleur scénario, alors ? Comment sortir de cette situation ? Je veux dire, quelle serait la meilleure issue à partir de maintenant ? Parce que, vous savez, ça fait maintenant quatre-vingts ans qu'on est, en quelque sorte, liés aux Américains, inséparables. Alors, quel autre avenir peut-on envisager pour l'Europe ?

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, aucun que nos responsables politiques vont provoquer. Mais regardez, hier, pour être précis, un mouvement syndical étudiant à Belgrade, en Serbie, qui s'est créé spontanément, a réussi

à renverser un gouvernement très autoritaire par des moyens démocratiques. Donc, l'action collective, la résistance. Si nous résistons tous à nos classes dirigeantes, en France, en Italie, en Grèce, partout, alors il est possible, vous voyez, de renverser Ursula von der Leyen, Macron et Merz et, comme cela s'est passé en Serbie, de faire émerger de nouveaux dirigeants qui auront cette discussion, le genre de discussion que vous et moi sommes en train d'avoir. Parce que, vous voyez, c' est ça, l'aspect le plus déprimant de l'Europe.

Il n'y a jamais de véritable discussion en Europe. Vous savez, quand ils se retrouvent dans ces salles de conférence à Bruxelles, à Francfort, ou je ne sais où, ils ne parlent que de ça : « Bon, les règles ne fonctionnent pas. Comment faire semblant qu'elles fonctionnent ? » Voilà les discussions qu'ils ont. À ce rythme-là, l'Europe n'aura aucun avenir, et elle continuera de s'enfoncer toujours plus dans la vassalité. Mais, vous savez, les étudiants en Serbie nous ont montré qu'il est possible de les renverser. Résister, c'est exister, comme nous l'ont appris les Palestiniens.

## #Glenn

Il y a quelques autres gouvernements en Europe qui, à mon avis, devraient être remplacés. Bon, merci beaucoup de m'avoir accordé ce temps, Yannis. Je vous en suis reconnaissant.

## #Yanis Varoufakis

Eh bien, merci, Glenn. Comme toujours.